

REPUBLIQUE ET COMMUNISME

Un communisme pour la France

Qu'est-ce que le communisme sinon le processus qui doit nous conduire à une toujours plus grande émancipation humaine ?

Notre Pays, la France, a su au XVIII^e siècle provoquer le plus grand bouleversement dans l'histoire de l'humanité, supprimant les privilèges de naissance, proclamant l'égalité en droit, affirmant la liberté et proposant la fraternité.

Malheureusement, une classe dominante remplaçant l'autre, ces principes sont demeurés souvent purement formels. Le « triomphe » même de la Raison et des Lumières s'est surtout effectué sous forme de victoire de la raison instrumentale (sciences et techniques...) mais peu dans la rationalité des rapports humains.

Dans ces conditions il me semble qu'être communiste en France aujourd'hui ne veut rien dire d'autre que de parachever le mouvement de libération humaine, en poussant jusqu'au bout la logique révolutionnaire.

Liberté : oui, mais liberté d'esprits libres, débarrassés des préjugés, informés sur la réalité du monde, mais aussi doté d'un solide esprit critique pour pouvoir changer dans le monde tout ce qui doit l'être, pour que les femmes et les hommes puissent s'épanouir.

Liberté, oui, mais à condition pour chacun de disposer de droits nouveaux d'intervention dans la cité et l'entreprise.

Egalité, oui, mais pas seulement en droit mais en fait, c'est à dire la possibilité pour chacun de prétendre aux moyens d'avoir une vie libre, d'y effectuer un travail qui lui permette d'affirmer son identité, sa conscience de soi, son utilité sociale, bref, un travail qui ait un sens et permette d'exercer une possible créativité. Vivre n'est pas survivre !

La Fraternité ne se décrète pas, elle ne s'établira que dans la justice.

Etre communiste aujourd'hui c'est donc tenter de réponse à la question de la République de Platon : qu'est-ce que la justice ?

On ne peut pas dire que rien n'a été fait dans ce sens depuis la Révolution Française par les mouvements d'inspiration communiste : droits et protection des travailleurs, sécurité sociale, etc. Prenons l'exemple de la Sécurité sociale de notre république : c'est la stricte application du principe « à chacun selon ses besoins de santé, de chacun selon ses possibilités de contribution ».

L'ambition communiste aujourd'hui devrait donc être de pousser cette logique jusqu'au bout, en contradiction absolue avec ce que réclame le capitalisme à son stade mondialisé et financiarisé, dans les domaines de la Liberté, de l'Egalité, de la Sécurité, de la Citoyenneté.

Liberté : un homme libre est celui dont l'esprit libre et raisonnable lui permet d'exercer dans le monde sa puissance d'être (Spinoza) et de se relier librement aux autres.

Cela exige socialement une éducation nationale qui forme chaque citoyen en lui permettant de dépasser certaines inégalités matérielles et culturelles de départ, d'être immunisé contre toutes les formes de régression et d'obscurantisme qui minent encore notre société, d'accéder aux savoirs et à la sagesse nécessaires pour devenir un citoyen libre, et critique, car le propre de l'homme libre est de ne pas se contenter du monde tel qu'il est.

Cela exige aussi de disposer de droits nouveaux pour intervenir efficacement dans les différents

champs de la société. On voit bien que cette conception s'oppose diamétralement à ce que veut la logique capitaliste : des hommes formatés pour être de simples rouages obéissants du système. La liberté est précisément ce qui peut mettre un terme aux déterminations mécaniques, aux rouages qui nous broient ou nous aliènent, pour aller vers un nouveau commencement, pour être à l'origine de quelque chose de neuf.

Egalité : Il ne peut y avoir d'un côté ceux qui jouissent (souvent de façon primaire) et décident, et de l'autre ceux qui subissent tout en essayant de survivre le moins mal possible. Chacun doit pouvoir disposer de la formation et des moyens matériels compatibles avec une vie digne, libre et enrichissante ; Non seulement le développement de notre société le permettrait, mais ce serait la condition même d'un nouveau développement raisonnable et respectueux de la planète.

Sécurité : depuis l'homme des cavernes, les hommes ont besoin de vivre en lieu sûr. Ils ont besoin aussi que la société leur procure solidairement des soins et la protection de leur vie et de leurs biens. Le communisme d'aujourd'hui consiste alors à pousser plus loin le principe de la sécurité sociale dans le domaine de la santé en proposant des soins que permettent les nouvelles technologies, mais aussi dans le domaine du logement. Avoir un toit décent et beau doit être un droit et non un luxe. Ce besoin fondamental devrait essentiellement être assuré par un service public. Nous sommes là à nouveau à l'opposé des « cages à poules » pour la reproduction de la force de travail, comme de la spéculation foncière et immobilière que suppose l'application de la seule loi du marché. Ce besoin de sécurité prend aujourd'hui toute son importance dans le domaine de l'activité qui occupe le plus clair de notre temps et qui donne un sens irremplaçable à notre vie : le travail. C'est pourquoi notre proposition de Sécurité d'Emploi et de Formation doit avoir un rôle central et pas seulement pour sécuriser les travailleurs, mais pour leur assurer un avenir compatible avec l'évolution de la société. I

●
Citoyenneté : la Révolution Française a créé le citoyen. Le communisme d'aujourd'hui doit permettre à chacun d'exercer cette citoyenneté dans les faits : dans la cité et ses différents champs de décision, mais aussi dans le logement (un service public du logement traitant les locataires en citoyens et non en clients, ou en assistés) et surtout là où se crée la valeur, dans l'entreprise. Ce qui veut dire non seulement des droits nouveaux pour les salariés dans le processus de prise de décision, mais une dissociation entre d'une part le salarié, ses compétences, ses revenus et d'autre part les emplois qu'il est emmené à occuper. Dans cette période de rapides changements technologiques, la réponse communiste est adaptée et doit permettre qu'une nécessaire évolution des activités ne se fasse pas au détriment des travailleurs concernés. Mais notre moment historique doit être aussi celui d'une sortie progressive du salariat, comme le réclame la révolution numérique et informationnelle, en reliant entre eux des travailleurs libres. Mais là encore s'opposent deux versions, la version uberisée du capitalisme financier, et la version coopérative de travailleurs libres et associés.

On le voit dans ces quelques exemples, il ne s'agit pas de prétendre appliquer un quelconque modèle étranger à notre histoire, mais de lui donner une suite dans un seul but : l'émancipation humaine, c'est à dire donner à cette folle aventure des hommes sur terre (et un jour ailleurs) un sens qui permettra à la justice de triompher, et à l'idée neuve du bonheur de se répandre le plus largement possible, et pourquoi pas aussi la joie de comprendre enfin le monde.

Jean-Robert Franco

